

L'Europe se positionne au bout de la chaîne, en consommateur final.

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

Vendredi 3 novembre 2023.

[Marc Oehler](#), qui est CEO d'[Infomaniak](#)☐☐

1/ Quelle est l'ambition et / ou la vocation d'Infomaniak, pour la Suisse, pour l'Europe, pour le monde ?

Infomaniak aspire à être une alternative éthique et souveraine aux géants du Web en Europe, sans faire de compromis sur l'environnement, la protection de la vie privée et notre responsabilité sociale.

La maîtrise technologique et des données sont des enjeux majeurs de notre siècle. Si l'Europe souhaite maîtriser ses données et ne pas dépendre d'entreprises privées basées à l'étranger qui ne produisent pas durablement de la valeur

ajoutée au niveau local, il est primordial de développer des technologies réellement souveraines.

L'Europe a une conception diamétralement opposée de la nature des données par rapport aux Etats-Unis ou la Chine. Alors que la sécurité de ces États passe par la consultation des données, le RGPD fixe des limites claires sur le traitement et l'accès aux données. Rien que le Cloud Act permet par exemple de fouiller les données personnelles de n'importe qui, quelle que soit sa nationalité, même si elles sont stockées dans un centre de données en France et traitées par un logiciel américain. Il est donc primordial de comprendre que la souveraineté numérique passe par la maîtrise complète du lieu de stockage physique et des logiciels qui accèdent et traitent les données.

Avec le numérique, l'Europe se positionne au bout de la chaîne, en consommateur final, et se rend totalement dépendante dans un secteur hautement stratégique pour l'économie et la sécurité de ses Etats.

2/ Quelle perception vos compatriotes se forment-ils de la souveraineté numérique ? Existe-t-il des différences liées aux cantons, et plus précisément en fonction de la langue qu'on y parle ?

Comme en Europe, la souveraineté numérique est un sujet qui n'est pas suffisamment traité et qui passe au second plan en Suisse. Ce qu'on constate, c'est que les décideurs ne sont pas conscients que le cloud suisse existe et qu'au moins 80% des besoins publics et privés peuvent aujourd'hui être fournis par des entreprises suisses qui maîtrisent leurs centres de données, déploient des infrastructures cloud de manière industrielle et développent leurs logiciels sans délocaliser ou faire appel à des solutions étrangères.

De manière plus spécifique, les cantons romands et le Tessin sont plus impliqués que les cantons alémaniques, avec des personnalités engagées comme Nuria Gorrite ou Jean Christophe

Schwaab qui vient de publier un livre sur la souveraineté numérique.

De l'autre côté de la Sarine, il y a plus de fatalisme et de lobbying en faveur des géants du Web. **La fondation et l'association DigitalSwitzerland, qui se présente comme le chef d'orchestre de la transformation digitale en Suisse, compte les directeurs généraux nationaux d'IBM, de Microsoft, de Google, de Facebook ainsi que la Vice-présidente exécutive de Palantir, le conseiller informatique de Zoom, la cheffe des affaires publiques de Huawei suisse dans son comité exécutif et son comité de pilotage.** Elle organise notamment les journées suisses du digital avec de nombreuses conférences dont Huawei est l'un des principaux partenaires.

Décrite par le média ICTjournal comme un puissant appareil de communication avec des capacités financières importantes, DigitalSwitzerland est consultée par les commissions parlementaires et a des liens étroits avec les collectivités publiques. Cela joue un rôle important avec un parlement de milice : en Suisse, les élus ne sont pas forcément des experts en matière de cloud ou de gestion des données, et il n'y a pas de ministre dédié au numérique ou à la souveraineté des données publiques.

3/ Le modèle fédéral vous semble-t-il avoir une incidence sur l'innovation et la performance des entreprises ?

Une prise de conscience de la Confédération aiderait fortement à stimuler les acteurs numériques locaux et à accélérer le développement de technologies souveraines.

Quand les services publics cherchent des solutions cloud, ils se tournent systématiquement vers des solutions américaines. Ils ne montrent donc pas l'exemple et c'est un très mauvais signal pour les entreprises locales qui recherchent des services cloud. Il n'y a pas non plus de synergies et de volonté politique pour mettre ensemble des ressources. En

dehors de l'organisation de conférences qui cherchent encore à définir ce qu'est la souveraineté des données en 2023, il n'y a pas d'actions concrètes alors que les solutions existent.

4/ Des alliances entre Infomaniak et d'autres entreprises issues de pays européens partageant les mêmes valeurs « éthiques » sont-elles envisageable à vos yeux ?

Absolument, à condition qu'elles partagent nos valeurs et qu'elles développent aussi leurs propres services. Nous encourageons d'ailleurs même les grosses organisations qui ont besoin d'infrastructures très haute disponibilité à redonder leurs services avec des solutions IaaS européennes en plus d'Infomaniak par exemple. Cela augmente la résilience des services et c'est la puissance des technologies libres : elles n'enferment pas les clients chez un seul prestataire.

Il n'est souhaitable pour personne que 3 à 4 entreprises monopolisent toutes les technologies et les données. Comme pour l'écologie, il est important de veiller à conserver et développer la biodiversité sur le plan technologique.

5/ Il y a environ 1,8 milliards de comptes Gmail dans le monde. Qu'est-ce qui vous manque pour en revendiquer autant ? (NDLR : La dernière version de l'app mail d'Infomaniak nous semble à tous égards en capacité théorique d'y parvenir un jour)

Gmail offre des adresses mail depuis 20 ans dans le but de profiler les utilisateurs et faire de la publicité alors que notre offre etik.com est disponible que depuis 2 ans, sans aucune publicité ou analyse des données. En dehors de ce facteur temps qu'il est difficile de rattraper, c'est la visibilité qui nous manque encore. (NDLR : En voici un peu !) Les écoles créent massivement des comptes Google ou Microsoft pour nos enfants et les événements tech sont lourdement sponsorisés par ces mêmes entreprises qui sont systématiquement représentées dans les commissions consultées

par les milieux politiques.

Malgré cela, notre croissance est linéaire et soutenue. Pour l'accélérer, nous recrutons activement et nous soutenons de plus en plus des créateurs de contenu engagés pour les logiciels libres, la protection du climat, la biodiversité ou qui utilisent et apprécient sincèrement nos services. Nous préparons aussi des offres dédiées aux écoles, aux professeurs qui souhaitent former leurs étudiants sur des technologies libres, aux startups et aux particuliers qui souhaitent profiter d'avantages exclusifs en soutenant le développement de technologies indépendantes et vertueuses pour l'économie locale.

6/ L'expert français en cryptologie et virologie informatique. Eric Filliol écrit ici qu'en matière de RGPD , « [la Suisse va suivre la même voie que l'UE et se faire berner de la même manière](#) ». Qu'en pensez-vous ?

Le problème des lois en matière de gestion des données, c'est qu'elles ne vont pas aussi vite que les technologies et qu'il est relativement facile de les contourner, par exemple en s'associant à des acteurs locaux historiques. Contractuellement et légalement, tout semble alors parfait, mais en réalité, les données sont toujours traitées par des logiciels américains et des technologies propriétaires qui ne peuvent pas être librement auditées. Il n'y a donc pas de transparence.

Il y a donc bien des améliorations sur le plan juridique, mais techniquement, il ne faut pas se voiler la face, les géants du Web ont accès aux données. Le seul moyen de réellement contrôler les données, c'est de maîtriser toutes les couches techniques et logicielles. Sans contrepoids politique et sans alternatives technologiques réellement souveraines, il sera à terme très compliqué d'imposer nos exigences juridiques pour défendre les intérêts des citoyens européens.

7/ Beaucoup de solutions faites en Europe pêchent par leur vilaine UX. On a l'impression que votre complexe de services avance sur deux jambes : la technique et l'expérience (esthétique et intuition). Est-ce juste une impression ?

Ce n'est pas une impression, c'est notre priorité. L'efficacité et la simplicité d'utilisation d'un service en ligne est ce qui fait que les gens l'utilisent ou non.

En matière de gestion des utilisateurs, il est par exemple bien plus facile de gérer son organisation chez Infomaniak qu'avec Google Workspace ou Microsoft 365. Les entreprises qui migrent sur notre kSuite sont toujours agréablement surprises, et nous améliorons nos solutions en permanence en fonction des retours de nos clients.

Cette efficacité se retrouve aussi en interne à tous les niveaux, car nous faisons beaucoup avec moins de ressources que les géants du Web. C'est finalement une énorme force, car nos processus de travail restent simples, on sait immédiatement à qui s'adresser et quand une entreprise a besoin d'une information très spécifique, elle l'obtient dans l'heure.

8/ Est-ce que votre attachement à la « privacy » est lié à l'intérêt que la Suisse porte à l'idée de confidentialité en matière bancaire ?

La confiance numérique implique d'avoir un cadre juridique transparent et de maîtriser toutes les couches techniques et logicielles des services qui hébergent et traitent les données. Chez Infomaniak, nous traitons simplement les données comme nous aimerions que les nôtres soient traitées. À la base, Internet est une technologie décentralisée et notre modèle d'affaires n'a jamais été d'exploiter les données de nos clients ou de les revendre.

Si vous stockez vos données dans notre service de stockage

kDrive ou que vous archivez vos e-mails dans nos infrastructures, toutes les couches logicielles et techniques qui traitent vos données sont développées en interne ou basées sur des technologies libres comme Openstack. Tout est hébergé en Suisse dans des data centers exclusivement gérés par Infomaniak. Le cadre légal est clair et transparent (LPD et RGPD) et sans clauses d'exception. Vous avez le contrôle totale de vos données.

9/ Vous avez peut-être entendu qu'en France, certains défendent l'idée qu'aucune « entreprise » puissante ne peut-être de nature à rivaliser avec les GAFAM sans d'abord « passer à l'échelle communautaire » (i.e celle de l'UE). Qu'est-ce que cela vous inspire et vous inscrivez-vous en faux en ce qui concerne la Suisse ?

Quand un Etat investit localement pour développer les technologies dont il a besoin, c'est un accélérateur indéniable pour les entreprises et c'est d'ailleurs en partie ce qui explique pourquoi les fournisseurs cloud américains et chinois ont aujourd'hui une telle avance. Force est de constater qu'en Europe, nos élus ne se posent pas les bonnes questions : nous préférons payer des licences et contribuer au développement d'entreprises qui ont une conception diamétralement opposée en matière de vie privée, qui optimisent leur fiscalité au maximum et qui ne créent pas d'emplois localement que de développer la maîtrise technologique et l'économie européenne.

En revanche, il est tout à fait possible d'y arriver sans ce soutien. Des entreprises comme OVH et Infomaniak en sont la preuve. Nous fournissons à ce jour 80% des services cloud dont les entreprises ont besoin à des tarifs jusqu'à 40x plus avantageux à performances égales, avec des garanties réelles en matière de souveraineté des données et une assistance locale.

10/ Vous avez commencé chez Informaniak au support. Vous en êtes maintenant PDG. Quelle est la morale de cette belle histoire comme dirait La Fontaine ?

J'ai toujours été centré sur la satisfaction des clients et j'aime quand les choses avancent dans une atmosphère agréable pour tout le monde. Je pense que c'est ce qui a plu à Boris Siegenthaler, le fondateur d'Infomaniak, et fait qu'on collabore jusqu'à ce qu'il me délègue progressivement l'opérationnel pour se focaliser sur la stratégie et le développement d'Infomaniak.